

Scatec Sidi Bouzid Mezzouna PV Power

Lieu :	Tunisie
Identifiant du Projet :	51776
Secteur d'activité :	Énergie
Public/privé :	Privé
Catégorie environnementale :	B
Date de décision sur l'approbation :	17 décembre 2021
Statut :	Approuvé
Date de publication du document de synthèse du projet en langue anglaise :	24 mars 2022

Conformément au paragraphe 1.4.2 (iii) de la Directive sur l'accès à l'information : « pour les Projets approuvés par la Direction de la Banque, lorsque le Conseil d'administration lui a délégué ce pouvoir d'approbation, le DSP est divulgué au pays membre de la Banque au début de la période de notification de non-objection correspondante, conformément à l'article 13 (iii) de l'Accord portant création de la BERD ».

Description du Projet

Octroi d'un prêt de premier rang pour financer la construction et l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 MW dans le cadre d'un premier tour de financement pour la production indépendante d'électricité solaire à grande échelle en Tunisie.

Objectifs du Projet

Le Projet contribuera à promouvoir la présence d'intervenants privés dans le secteur de l'électricité en Tunisie et augmentera la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique conformément aux objectifs nationaux annoncés.

Le Projet ajoutera 50 MW de capacités de production écologiques au réseau électrique tunisien – actuellement dominé par des centrales à gaz (94,7 % des capacités installées) pour soutenir la transition bas-carbone du pays en réduisant sa dépendance vis-à-vis de la production thermique d'électricité.

Impact sur la transition

Note de l'impact attendu sur la transition : 80

Le Projet contribuera à la qualité « verte » de la transition en ajoutant 50 MW de capacités renouvelables au secteur tunisien de la production d'électricité, actuellement dominé par des centrales thermiques, ce qui permettra de réduire les émissions de CO₂.

Le Projet favorisera également la qualité « compétitive » de la transition en finançant un Projet d'énergie renouvelable réalisé par un promoteur privé dans le secteur de la production d'électricité, qui reste majoritairement détenu par l'entreprise publique STEG.

Le Client

SCATEC SIDI BOUZID MEZZOUNA PV POWER

« Scatec Sidi Bouzid Mezzouna PV Power » sera une société de capitaux constituée en Tunisie aux seules fins de la construction et de l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque (PV) de production d'électricité dans la région de Sidi Bouzid, en Tunisie, avec une capacité installée de 50 MW. La société intervenant dans le Projet sera à terme détenue par Scatec ASA.

Financement de la BERD

15 000 000,00 euros

Le Projet solaire photovoltaïque de 50 MW bénéficierait d'un financement sous forme de prêt de premier rang d'un montant maximal de 35 millions d'euros dont 1) un prêt de la BERD d'un montant maximal de 15 millions d'euros, 2) un prêt au titre du Mécanisme de prêt au secteur privé pour la production d'énergies renouvelables dans la région SEMED, d'un montant maximal de 5,7 millions de dollars des États-Unis (équivalant à 4,7 millions d'euros), devant provenir du Fonds pour les technologies propres (CTF) et du Fonds pour l'environnement mondial, être garanti par le Mécanisme de prêt au secteur privé pour la production d'énergies renouvelables dans la région SEMED et être administré par la BERD, et 3) un prêt parallèle d'un montant maximal de 15 millions d'euros accordé par Proparco.

Coût total du Projet

47 678 366,94 euros

Additionalité

Structure de financement : la BERD propose un financement impossible à obtenir sur le marché de la part de sources commerciales à des conditions et selon des modalités raisonnables, ce financement étant par exemple assorti d'un délai de grâce plus long que la moyenne du marché. Un tel financement est nécessaire pour monter le Projet.

Les modalités et conditions proposées par la BERD, qui ne sont pas disponibles auprès de banques commerciales, sont uniquement offertes par des IFI. Les initiatives de production indépendante d'électricité à grande échelle à partir d'énergies renouvelables sont en effet apparues tout récemment dans le pays. Le marché n'a donc pas encore été testé.

Changements de politiques, sectoriels, institutionnels ou réglementaires : la participation de la BERD à un Projet est considérée additionnelle quand celui-ci est conçu pour **favoriser une modification des politiques mises en œuvre**, ou du cadre sectoriel, institutionnel ou réglementaire, ou bien pour améliorer les pratiques à l'échelle d'un secteur ou d'un pays (par exemple, par l'introduction d'une tarification tenant compte des coûts de l'énergie, de l'eau, etc.).

Ces cinq dernières années, la BERD a été un partenaire essentiel du gouvernement tunisien pour le développement d'un programme solaire dans le pays, apportant un appui direct et constant afin de mettre en place un cadre contractuel propice à l'apport de concours financiers.

Synthèse environnementale et sociale

Catégorie B (PES 2019). Un consultant indépendant a procédé aux vérifications nécessaires au titre de la diligence raisonnable concernant les aspects environnementaux et sociaux ; il a dans ce contexte examiné un ensemble d'informations fournies par le client, visité le site de Sidi Bouzid et passé en revue des études exploratoires environnementales et sociales (E&S) antérieures sur le site photovoltaïque et la ligne de transport d'électricité. Les risques et les impacts E&S associés à la construction et à l'exploitation d'une centrale photovoltaïque de 50 MW et à la ligne de transport correspondante (5,1 km pour Sidi Bouzid) sont spécifiques au site, faciles à identifier et seront gérés par la mise en œuvre d'un Plan d'action environnemental et social (PAES). Les principaux aspects du PAES ont fait l'objet d'un accord de principe avec Scatec, et le PAES sera finalisé avant la signature. Les vérifications effectuées par la Banque dans le cadre de l'exercice d'une diligence renforcée concernant certains fournisseurs de panneaux solaires devront être terminées avant la signature. L'approche relative aux utilisateurs informels du site devra aussi faire l'objet d'un accord par écrit avant la signature.

Le Projet photovoltaïque sera conçu, construit et exploité par une entreprise détenue majoritairement par Scatec ASA. La ligne de transport sera conçue et construite sous le contrôle de la STEG, et exploitée par la STEG. Le PAES requiert de la société Scatec qu'elle i) désigne un responsable des questions E&S en Tunisie avant le début de la construction, ii) inclut des clauses E&S dans les contrats de construction, iii) mette au point un système de gestion des questions E&S aligné sur la norme ISO14001 pour la phase opérationnelle. Le Projet n'exige pas d'autorisation environnementale en vertu de la législation tunisienne.

Le personnel recruté pour la construction représentera au maximum 300 personnes lors de la période de travaux la plus intensive sur place. Le recrutement d'une main-d'œuvre locale se déroulera selon un mode transparent convenu avec les représentants de la population locale et le bureau pour l'emploi, conformément au

PAES. La politique générale des ressources humaines de Scatec, qui est alignée sur l'exigence de performance 2, s'appliquera à l'entreprise tunisienne (une structure ad hoc qui doit encore être créée). Scatec et la STEG concevront des mécanismes de griefs accessibles aux travailleurs durant la phase de construction. Avant de commencer toute activité de construction, Scatec préparera des Plans de gestion des questions de santé, de sécurité et d'environnement (PGSSE) spécifiques. Scatec a l'expérience de la construction et de l'exploitation de telles centrales photovoltaïques dans le respect des normes internationales et des normes ISO 14001 / ISO 45001.

Il n'existe pas de réseau local de distribution d'eau sur le site photovoltaïque ; la principale source d'eau proviendra de citernes/réservoirs apportés sur place. Le PAES recommande une solution sans eau pour le nettoyage des panneaux solaires. Scatec exigera des fournisseurs de panneaux photovoltaïques qu'ils respectent les principaux objectifs de la Directive de l'UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pour la collecte, le traitement, la récupération et une élimination respectueuse de l'environnement. Les émissions de CO₂ évitées sont estimées à environ 60 000 t éq. CO₂ pour le Projet.

Le Projet n'empiète pas sur des aires protégées ou internationalement reconnues, et il n'affecte pas des habitats critiques (le principal type d'habitat est un désert sableux-argileux). Des reptiles (serpents, lézards, geckos...), parmi lesquels bon nombre d'espèces sont classées « rares et menacées » dans la législation tunisienne, sont présentes sur le site. La ligne de transport à Sidi Bouzid est située entre deux zones ornithologiques importantes qui ont aussi un statut de site Ramsar (le plus proche étant Sebkhet Ennoual, à 2,5 km de la fin de la ligne de transport). Au nombre des mesures d'atténuation adoptées (confirmées dans le PAES) figurent la collecte des reptiles sur le site photovoltaïque et leur déplacement, ainsi que l'installation de dispositifs de détournement des oiseaux sur la section critique de la ligne de transport de Sidi Bouzid. En outre, les clôtures autour du site photovoltaïque seront conçues pour permettre le passage des reptiles. Sidi Bouzid n'est pas associé à un quelconque risque d'impacts cumulés.

Le Projet n'est situé ni aux abords, ni à proximité d'un site culturel ou historique risquant d'être visuellement impacté. La présence d'artéfacts (silex taillés, poteries) a été constaté sur le site du projet de Sidi Bouzid, et l'Institut national du patrimoine a également mentionné la présence possible d'objets archéologiques (près, mais en dehors, du site photovoltaïque). Des enquêtes préalables à la construction seront par conséquent entreprises sur le site de Sidi Bouzid. La possibilité de découvertes imprévues n'est pas exclue : le sous-traitant devra donc préparer, adopter et mettre en œuvre une Procédure en cas de découvertes imprévues.

Le site photovoltaïque, ainsi que la ligne de transport, occuperont une surface limitée dans un vaste domaine public, loin de toute zone urbaine. Le Projet ne nécessite pas de réinstallation physique. Les terres nécessaires au Projet seront louées à l'État. Certaines terres dans la zone du Projet font l'objet d'utilisations informelles : cela concerne essentiellement des cultures, des palmiers, des oliviers, et du pâturage occasionnel. La Banque a conseillé à Scatec et au ministère d'annoncer le plus tôt possible une date butoir pour empêcher de nouvelles personnes de venir s'installer

dans la zone, et dédommager les utilisateurs informels (présents avant la date butoir) conformément à l'exigence de performance 5. Un engagement écrit de Scatec et du ministère confirmant leur acceptation d'une approche conforme à l'EP 5 et définissant une date butoir convenue dans un proche avenir (pour les deux Projets) est nécessaire avant la signature du Projet (condition préalable à la signature).

La chaîne d'approvisionnement en panneaux solaires est associée à des risques de travail forcé. La Banque a recouru à un questionnaire complet sur la chaîne d'approvisionnement pour comprendre l'approche de Scatec en la matière. Selon le Mécanisme de passation de marchés que l'entreprise a publié sur son site internet et que doivent signer les fournisseurs, Scatec attend que « tous les fournisseurs agissent conformément à son Code de conduite des fournisseurs et le démontrent », ce qui signifie entre autres qu'ils doivent exercer leurs activités en respectant les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies, notamment l'élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire et l'abolition effective du travail des enfants. Scatec exigera que tous les fournisseurs de modules photovoltaïques envisagés dans le cadre de la passation de marchés pour le Projet fassent l'objet d'un audit et dressent un tableau de traçabilité entièrement transparent avant toute passation de marchés. Des contrôles préalables, au titre de la diligence raisonnable, de l'intégrité des fournisseurs et des tiers engagés dans le Projet sont effectués par Scatec. Actuellement, Scatec travaille en collaboration avec un consultant indépendant pour évaluer cinq de ses principaux fournisseurs de modules concernant la traçabilité tout au long de la chaîne de valeur des modules. En ce qui concerne le Projet, les fournisseurs de panneaux solaires n'ont pas été encore sélectionnés. Le projet de PAES exige que Scatec conçoive des procédures de gestion et de contrôles préalables au titre du devoir de diligence pour l'approvisionnement en modules solaires conformément au Guide de l'UE relatif au devoir de diligence des entreprises de l'Union européenne concernant le risque de travail forcé dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement (2021), y compris i) une cartographie des fournisseurs de modules solaires et de composants solaires et une évaluation des risques associés, ii) l'inclusion de clauses appropriées dans les avis et les contrats de passation de marchés, iii) des audits des conditions de travail du/des fournisseurs solaires de premier plan, iv) des exigences pour les protocoles de traçabilité depuis les fournisseurs solaires jusqu'aux producteurs de plaquettes/lingots en aval. La Banque inclura des dispositions spécifiques dans l'Accord de prêt. Une diligence renforcée de la part de la Banque concernant certains fournisseurs devra être effectuée avant la signature (condition préalable à la signature).

Scatec s'engage à mettre au point des Initiatives de développement en faveur des communautés dans la zone du Projet, en se fondant sur une évaluation des besoins. Un Plan de participation des parties prenantes (PPPP) a été conçu lors des vérifications nécessaires dans le cadre de la diligence raisonnable ; il sera communiqué par Scatec. La Banque assurera un suivi étroit de la mise en œuvre du PAES, en examinant les Rapports environnementaux et sociaux annuels, ainsi qu'en communiquant avec la Société et en effectuant des visites sur site, au besoin.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

- L'Appui à la préparation du Projet (TCRS ID de la mission 13398/108883) :
La Banque a obtenu 400 000 euros (100 000 euros du Fonds multi-donateurs pour la SEMED et 300 000 euros du Fonds spécial des actionnaires pour couvrir en partie les coûts associés aux frais de contrôles au titre de la diligence raisonnable des prêteurs pour les projets solaires de Tozeur et de Sidi Bouzid. Approbation de l'étude du financement sous forme de subvention 08/04/20 et 17/08/21.

Contribution du Client : Le client apportera parallèlement une contribution pour l'Appui à la préparation du Projet en finançant tout frais de contrôles réalisés au titre de la diligence raisonnable qui ne sont pas couverts par les fonds de coopération technique (CT). Comme convenu avec le Client, les fonds de CT couvriront un montant qui sera le plus bas entre : i) 80 % du total des frais de contrôles au titre de la diligence raisonnable des prêteurs et ii) 400 000 euros.

- Une étude exploratoire environnementale et sociale sur les sept sites, soumise à un appel d'offres lors du premier tour dans le cadre du régime des concessions (5 solaires et 2 éoliens) / TCRS ID de la mission 1272 / Approbation d'une subvention le 7 octobre 2015 de 74 000 euros, financement sollicité auprès du Compte multi-donateurs pour la région SEMED.
- Une étude exploratoire environnementale et sociale sur les réseaux de transport pour les projets solaires faisant l'objet d'un appel d'offres lors du premier tour dans le cadre du régime des concessions / TCRS ID de la mission 100501 / Approbation du prêt le 25/01/2021 de 50 000 euros, financement sollicité auprès des Fonds de coopération pour la région SEMED.
- Mécanisme d'acquisition de terres : TCRS ID de la mission 102315 / Approbation d'une subvention le 02/03/2021 de 50 000 euros, financement sollicité auprès des Fonds de coopération pour la région SEMED.

Remboursement : Les activités de coopération technique mentionnées ci-dessus ne seront pas remboursables. Elles devront aider la STEG et les autorités tunisiennes à mettre en œuvre ces Projets stratégiques en faveur des énergies renouvelables

En plus de ce qui précède, 20 000 euros de fonds de donateurs issus du Mécanisme de préparation des projets d'infrastructures seront consacrés au recrutement de conseils internationaux et locaux pour appuyer la Banque dans le cadre des négociations avec le ministère de l'Énergie concernant les documents associés aux projets susceptibles d'être financés (accord de concession, contrat d'achat d'électricité, accords directs et baux fonciers).

Contact au sein de l'entreprise concernée

Abdelaziz Yatribi
Abdelaziz.Yatribi@scatec.com
0021698157001

<http://www.scatec.com>
Askekroken 11, 0277 Oslo, Norvège

Dernière mise à jour du DSP en anglais

24 mars 2022

Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de

règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse ipam@ebrd.com afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.